



Décision

Vu la loi fédérale sur l'assurance maladie (LAMal) ;

vu la loi sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé du 1^{er} avril 2021 ;

vu l'ordonnance sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé du 1^{er} août 2021, en particulier son article 10 précisant que le Service de la santé publique fixe l'indemnisation des institutions pour l'encadrement des stagiaires et apprentis ASSC, ASE, ASA, technicien ambulancier et ambulancier ES et en assure le financement ;

sur la proposition du Service de la santé publique,

le Département de la santé, des affaires sociales et de la culture **d é c i d e**

1. de fixer les indemnités suivantes pour l'encadrement des stagiaires et apprentis :
 - a. Ambulanciers ES et techniciens ambulanciers :
 - CHF 6'000.- par étudiant par année scolaire pour les étudiants en activité pratique rémunérée ;
 - CHF 300.- par semaine de stage pour les étudiants en activité pratique non rémunérée ;
 - b. ASSC, ASA et ASE :
 - CHF 400.- par apprenti par mois de présence dans l'institution employeuse ;
 - CHF 100.- par semaine de stage hors de l'institution employeuse ;
2. d'appliquer ces indemnités à toutes les institutions sanitaires soumises à la loi sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé ;
3. de supprimer l'indemnité de CHF 100.- pour les stages en soins infirmiers dans les EMS et des CMS, l'encadrement étant déjà financé par la HES-SO et la Fondation ES Santé ;
4. de faire entrer en vigueur les points 1 et 2 de la présente décision au 1^{er} janvier 2022 et le point 3 au 1^{er} janvier 2023 ;
5. d'adapter au besoin les modalités de subventionnement des hôpitaux, des EMS, des organisations de soins et d'aide à domicile et des secours sanitaires en conséquence ;
6. de charger le Service de la santé publique de calculer les acomptes sur les bases des objectifs fixés et établir des décomptes définitifs pour chaque secteur.

Date

16 SEP. 2022


Mathias Reynard
Conseiller d'Etat

Distribution: Service de la santé publique
Service des hautes écoles
Service de la formation professionnelle



**DIRECTIVE DU DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA CULTURE CONCERNANT LE FINANCEMENT DES POUVOIRS
PUBLICS EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENT MÉDICO-SOCIAL (EMS)**

1. CHAMP D'APPLICATION

La présente directive s'applique à tous les EMS du canton du Valais reconnus dans la planification cantonale des soins de longue durée.

2. BASES LÉGALES

- Loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS) du 13 mars 2014
- Loi sur les soins de longue durée du 14 septembre 2011
- Ordonnance sur la planification et le financement des soins de longue durée du 15 octobre 2014
- Loi sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé du 17 juin 2020
- Ordonnance sur la mise à disposition des places de stage et d'apprentissage pour les professions non universitaires de la santé du 16 juin 2021

3. CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

Le subventionnement du canton est soumis aux conditions fixées dans la loi sur les soins de longue durée et dans la LEIS. Il s'agit notamment des conditions suivantes :

- secteurs d'activité sans but lucratif ;
- reconnaissance dans la planification sanitaire du Conseil d'Etat.

4. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le financement accordé aux EMS est payé par acomptes à la fin de chaque trimestre. Le solde entre les acomptes versés et le montant approuvé par le Département sur la base du décompte transmis par les EMS est payé ou régularisé avec les acomptes de l'année suivante.

5. SUBVENTIONNEMENT

5.1. Formation des stagiaires et apprentis des secteurs des soins et de l'accompagnement

Une indemnisation est octroyée aux EMS pour l'encadrement des apprentis assistant en soins et santé communautaire (ASSC), aide en soins et accompagnement (ASA) et assistant socio-éducatif (ASE) du domaine de la santé.

L'indemnisation se monte à Fr. 400.- par apprenti par mois de présence dans l'EMS.

Une indemnisation est octroyée pour les stages en soins infirmiers HES et ES. L'indemnisation s'élève à Fr. 100.- par semaine de stage de présence dans l'EMS. Dès le 1^{er} janvier 2023, les indemnités d'encadrement des stages en soins infirmiers HES et ES sont versées uniquement par les écoles respectives.

5.2. Dépenses ne relevant pas de la LAMal

Le canton contribue au financement de prestations, par des aides financières, pour soutenir le développement des certaines activités afin de compenser une partie des charges résultant notamment des exigences en lien avec les autorisations d'exploiter mais ne relevant pas du strict financement de la LAMal. Le responsable de l'activité subventionnée doit pouvoir être clairement identifiable, ses tâches sont prévues explicitement dans son cahier des charges et il doit disposer d'une formation adéquate.

Les subventions sont accordées sous la forme d'un forfait par journée de soins pour les lits reconnus dans la planification pour les résidents valaisans.

- **Responsable des soins**
Fr. 2.- par journée pour les tâches de supervision des activités de soins
- **Psychogériatrie**
Fr. 1.- par journée à titre de participation au temps consacré par le responsable de la psychogériatrie pour l'amélioration des pratiques cliniques et la prise en charge individuelle
- **Soins palliatifs**
Fr. 0.50 par journée à titre de participation au temps consacré par le responsable des soins palliatifs pour l'amélioration des pratiques cliniques et la prise en charge individuelle
- **Qualité**
Fr. 0.50 par journée à titre de participation au temps consacré par le responsable qualité pour la gestion du système qualité
- **Animation**
Fr. 0.50 par journée à titre de participation au temps consacré par le responsable du service animation pour le développement des activités
- **Formation continue**
Fr. 1.50 par journée à titre de participation à la formation continue (interne ou externe) de l'ensemble du personnel en lien avec le prise en charge des résidents.
Le détail des frais occasionnés par ces formations doit être tenu à disposition du Service de la santé publique

6. CONTROLES ET SANCTIONS

Les EMS subventionnés par le canton sont soumis au contrôle financier du Service de la santé publique. Le contrôle financier du Service de la santé publique ne décharge pas les vérificateurs de leur mandat, ni de leur responsabilité.

En application de la LEIS, les établissements et institutions sanitaires d'intérêt public qui sont au bénéfice de subventions font l'objet de contrôle de la part du canton portant sur le respect de la mission, le budget, les comptes et l'affectation des subventions.


Sur proposition du Département de la santé, affaires sociales et la culture, le Conseil d'Etat réduit, suspend ou supprime les subventions aux établissements et autres institutions sanitaires d'intérêt public si les contrôles effectués révèlent des violations de la législation.

7. DISPOSITIONS FINALES

Les présentes Directives entrent rétroactivement en vigueur avec effet au 1^{er} janvier 2022.

Elles annulent et remplacent les Directives du Département du 1^{er} janvier 2020.

16 SEP. 2022


Mathias Reynard
Conseiller d'Etat



RICHTLINIEN DES DEPARTEMENTS FÜR GESUNDHEIT, SOZIALES UND KULTUR BETREFFEND DIE FINANZIERUNG DER ÖFFENTLICHEN HAND ZUGUNSTEN DER ALTERS- UND PFLEGEHEIME (APH)

1. ANWENDUNGSBEREICH

Die vorliegende Richtlinie findet Anwendung für alle in der kantonalen Langzeitpflegeplanung anerkannten APH des Kanton Wallis.

2. GESETZLICHE GRUNDLAGEN

- Gesetz über die Krankenanstalten und –institutionen (GKAI) vom 13. März 2014
- Gesetz über die Langzeitpflege vom 14. September 2011
- Verordnung über die Planung und Finanzierung der Langzeitpflege vom 15. Oktober 2014
- Gesetz über die Bereitstellung von Praktikums- und Ausbildungsplätzen für nichtuniversitäre Gesundheitsberufe vom 17. Juni 2020
- Verordnung über die Bereitstellung von Praktikums- und Ausbildungsplätzen für nichtuniversitäre Gesundheitsberufe vom 16. Juni 2021

3. SUBVENTIONIERUNGSBEDINGUNGEN

Die Subventionierung des Kantons untersteht den Bedingungen, die im Gesetz über die Langzeitpflege und im GKAI festgelegt sind. Es handelt sich insbesondere um die nachstehenden Bedingungen:

- nicht gewinnorientierte Tätigkeitsbereiche
- Anerkennung in der Gesundheitsplanung des Staatsrates

4. ZAHLUNGSMODALITÄTEN

Die den APH gewährte Finanzierung erfolgt in Akontozahlungen auf Ende jedes Quartals. Der Saldo zwischen den Akontozahlungen und dem Betrag, der vom Departement anhand der übermittelten Abrechnung des APH genehmigt wurde, wird bezahlt oder mit den Akontozahlungen des Folgejahres ausgeglichen.

5. SUBVENTIONEN

5.1. Ausbildung der Praktikanten und Lernenden des Bereichs Pflege und Betreuung

Den APH wird eine Entschädigung für die Betreuung der Lernenden Fachangestellte Gesundheit (FaGe), und Assistent/in Gesundheit und Soziales (AGS) und Fachangestellte Betreuung (FaBe) im Gesundheitswesen gewährt.

Die Entschädigung beträgt CHF 400.- pro Lernenden pro Monat, den er/sie im APH anwesend ist.

Für die Betreuung der Pflegepraktika FH und HF wird eine Entschädigung gewährt. Diese beträgt CHF 100.- pro anwesende Praktikumswoche im APH. Ab dem 01. Januar 2023 werden die Entschädigungen für die Betreuung der Pflegepraktika FH und HF ausschliesslich von den jeweiligen Schulen entrichtet.

5.2. Kosten, die nicht unter das KVG fallen

Der Kanton beteiligt sich an der Finanzierung von Leistungen durch finanzielle Unterstützung, um die Entwicklung bestimmter Aktivitäten zu unterstützen und einen Teil der Kosten auszugleichen, die sich insbesondere aus den Anforderungen an die Betriebsbewilligungen ergeben, aber nicht strikt unter das KVG fallen. Die für die subventionierte Tätigkeit verantwortliche Person muss eindeutig identifizierbar, ihre Aufgaben im Pflichtenheft explizit vorgesehen und ausreichend ausgebildet sein.

Die Subventionen werden in Form einer Pauschale pro Pflage-tag für die Walliser Bevölkerung für die in der Planung anerkannten Betten gewährt.

- **Pflegeleiter/in**
CHF 2.- pro Pflage-tag für Aufgaben der Überwachung der Pflegeaktivitäten.
- **Psychogeriatric**
CHF 1.- pro Pflage-tag für die Zeit, welche der/die Verantwortliche der Psychogeriatric für die Verbesserung der klinischen Praxis und die individuelle Betreuung aufwendet.
- **Palliative Pflege**
CHF 0.50 pro Pflage-tag für die Zeit, welche der/die Verantwortliche der Palliativpflege für die Verbesserung der klinischen Praxis und die individuelle Betreuung aufwendet.
- **Qualität**
CHF 0.50 pro Pflage-tag für die Zeit, welche der/die Verantwortliche der Qualität für die Verwaltung des Qualitätssystems aufwendet.
- **Aktivierung**
CHF 0.50 pro Pflage-tag für die Zeit, welche der/die Verantwortliche der Aktivierung für die Entwicklung der Aktivität aufwendet.
- **Weiterbildung**
CHF 1.50 pro Pflage-tag für die Teilnahme an der Weiterbildung (intern oder extern) des gesamten Personals in Zusammenhang mit der Betreuung von Bewohnern. Die Details der entstandenen Kosten dieser Weiterbildungen müssen der Dienststelle für Gesundheitswesen zur Verfügung gestellt werden.

6. KONTROLLEN UND SANKTIONEN

Die vom Kanton subventionierten APH sind der Finanzkontrolle der Dienststelle für Gesundheitswesen (DGW) unterworfen. Die Finanzkontrolle der DGW entbindet die Rechnungsrevisoren weder von ihrem Auftrag noch von ihrer Verantwortung.

Gemäss dem GKAI unterliegen die subventionierten gemeinnützigen Krankenanstalten und –institutionen der Kontrolle durch den Kanton. Diese Kontrollen zielen insbesondere auf die Einhaltung des Leistungsauftrages, das Budget, die Rechnung sowie die Verwendung der Subventionen ab.

Auf Vorschlag des Departementes für Gesundheit, Soziales und Kultur werden den gemeinnützigen Krankenanstalten und –institutionen die gewährten Subventionen eingeschränkt, suspendiert oder aufgehoben, wenn die durchgeführten Kontrollen Verstösse gegen die Gesetzgebung aufzeigen.

7. SCHLUSSABSTIMMUNGEN

Die vorliegenden Richtlinien treten rückwirkend auf den 01. Januar 2022 in Kraft.

Sie ersetzen die Richtlinien des Departements vom 01. Januar 2020 und heben dieselben auf.

16 SEP. 2022


Mathias Reynard
Staatsrat